自由中国运动 · Free China Movement

T076｜L'État de droit signifie-t-il que le pouvoir est contraint par la loi ?

Myths T076 · v1.0 ｜ 2026-11-22

© 2026 Free China Movement

https://freechina.live/china-news-updates/democracy-civil-society/fr-myths-t076-does-rule-of-law-mean-power-is-constrained-by-law/

contact@freechina.live

© 2026 Free China Movement · https://freechina.live · contact@freechina.live

《依法治国，是否就等于权力受法律约束？》

L'affirmation

Énoncée dans sa forme la plus forte, l'affirmation officielle est simple. Quand la RPC (Chine continentale) dit qu'elle pratique 依法治国 — gouverner le pays selon la loi — cela signifie que la loi se tient au-dessus de chaque détenteur du pouvoir, et que c'est cela qui les contraint. La Constitution le dit en termes clairs, le livre blanc de 2021 décrit un système de supervision qui atteint chaque domaine et chaque recoin, et la campagne anticorruption est présentée comme la preuve que la contrainte mord. Selon cette vision, « État de droit » et « pouvoir contraint par la loi » sont la même chose, et quiconque en doute importe un modèle étranger — la rotation multipartite, la séparation des pouvoirs — que la Chine a explicitement rejeté comme inutile. L'affirmation mérite d'être prise au sérieux : ce n'est pas que la loi soit décorative, mais que la loi, correctement appliquée par les propres institutions de la Chine, accomplit le travail de contrainte.

Ce que disent réellement les sources

Le dossier étaye la première moitié de cette affirmation et complique la seconde. L'article 5 de la Constitution (telle qu'amendée en 2018) dispose : « 中华人民共和国实行依法治国，建设社会主义法治国家 » — « La République populaire de Chine pratique une gouvernance fondée sur le droit et construit un pays socialiste régi par l'État de droit. » Il poursuit : « 一切国家机关和武装力量、各政党和各社会团体、各企业事业组织都必须遵守宪法和法律 » — chaque organe d'État, chaque force armée, chaque parti politique et chaque organisation sociale doit obéir à la Constitution et à la loi — et « 任何组织或者个人都不得有超越宪法和法律的特权 » — aucune organisation ni aucun individu ne jouit d'un privilège au-dessus de la Constitution et de la loi.

Le livre blanc se fixe le même test. Sa préface dit qu'un système doit être jugé, entre autres, selon que « 执政党能否依照宪法法律规定实现对国家事务的

© 2026 Free China Movement · https://freechina.live · contact@freechina.live

领导，权力运用能否得到有效制约和监督 » — le parti au pouvoir peut diriger les affaires de l'État conformément à la Constitution et à la loi, et l'exercice du pouvoir peut être efficacement contrôlé et supervisé. Il ajoute que ce qui compte, ce n'est pas seulement ce que disent les règles, mais « 更要看这些制度和法律是不是真正得到了执行 » — si les institutions et les lois sont réellement appliquées — et « 更要看权力是否真正受到人民监督和制约 » — si le pouvoir est véritablement soumis à la supervision et à la contrainte du peuple. Sa section sur l'exercice du pouvoir qualifie le pouvoir de « 双刃剑 » (épée à double tranchant) et promet de « 把权力关进制度的笼子里 » — mettre le pouvoir dans la cage des institutions — par la discipline du Parti, les commissions de surveillance, la supervision par les congrès du peuple, l'audit, la supervision publique et les tribunaux. Mais le même document est explicite sur ce qu'il n'utilisera pas : résoudre l'abus de pouvoir, dit-il, « 不能靠所谓的政党轮替和三权分立，要靠科学有效的民主监督 » — ne peut pas reposer sur la soi-disant rotation des partis et la séparation des pouvoirs, mais sur une supervision démocratique scientifique et efficace.

La réfutation

Trois traits du même dossier sapent l'équation. Premièrement, celui qui fait la loi en est aussi l'interprète. En vertu de la Constitution, l'Assemblée nationale populaire supervise la mise en œuvre de la Constitution, et son Comité permanent interprète la Constitution et supervise sa mise en œuvre. Aucun tribunal ne reçoit le pouvoir de déclarer une loi inconstitutionnelle. Le livre blanc confirme l'arrangement par l'autre versant : le Parti communiste « 领导立法、保证执法、支持司法、带头守法 » — dirige la législation, assure l'application de la loi, soutient le pouvoir judiciaire et donne l'exemple en respectant la loi. Un système dans lequel le législateur dirige la législation, l'interprète siège à l'intérieur de la législature et le pouvoir judiciaire est « soutenu » plutôt qu'indépendant ne comporte aucune institution capable de dire non au législateur.

Deuxièmement, la contrainte est auto-imposée au sommet. L'article 1 consacre la direction du Parti comme « 中国特色社会主义最本质的特征 » — le trait le plus essentiel du socialisme aux caractéristiques chinoises — et

© 2026 Free China Movement · https://freechina.live · contact@freechina.live

interdit à toute organisation ou à tout individu de saper le système socialiste. La promesse de l'article 5 selon laquelle personne ne se tient au-dessus de la loi opère donc à l'intérieur d'un cadre dans lequel la position dirigeante d'une organisation est elle-même au-delà de toute contestation juridique. Le pouvoir est contraint par la loi, mais la définition de la loi — et de qui dirige — n'est pas elle-même soumise à une contrainte juridique.

Troisièmement, la cage peut être reconstruite par son occupant. Le texte constitutionnel de 2018 fixe le mandat du Président comme identique à celui de l'Assemblée nationale populaire, sans limite de mandat énoncée, tandis que le Premier ministre, les vice-Premiers ministres et les conseillers d'État « 连续任职不得超过两届 » — ne peuvent pas exercer plus de deux mandats consécutifs. Le livre blanc célèbre un système général de mandats fixes pour les cadres dirigeants, mais la Constitution elle-même montre que les limites de mandat s'appliquent à certaines fonctions et non à la plus puissante — parce que le même organe qui est contraint par la Constitution l'amende aussi.

Le test

Quatre questions séparent l'État de droit du gouvernement par la loi, et les sources répondent elles-mêmes aux trois premières. Un organe indépendant peut-il invalider une loi ? Au vu de ce dossier, non : l'interprétation appartient au Comité permanent. Un citoyen peut-il demander à un tribunal d'annuler un acte du législateur ? Le dossier ne prévoit aucune voie de ce type. Quand le Parti ou le Congrès lui-même est le contrevenant présumé, quelle institution fait appliquer la Constitution contre lui ? Le dossier nomme des superviseurs — congrès, commissions de surveillance, auditeurs, médias, public — mais chacun d'eux opère à l'intérieur du système qu'il supervise, et aucun ne peut passer outre le législateur. La quatrième question est empirique, et le livre blanc l'invite : il cite des chiffres montrant que la satisfaction du public envers le gouvernement reste « 每年都保持在 90%以上 » — au-dessus de 90 % chaque année — sans nommer la source de ces chiffres. La satisfaction n'est pas la même chose que la contrainte, et une affirmation de satisfaction présentée

© 2026 Free China Movement · https://freechina.live · contact@freechina.live

sans source ne peut pas porter le poids de l'affirmation constitutionnelle. Le verdict honnête est donc mitigé : 依法治国 contraint manifestement les fonctionnaires — l'application anticorruption décrite par le livre blanc est réelle, et les infractions ordinaires des fonctionnaires sont punies. Mais au niveau de ceux qui font, interprètent et appliquent la loi, la contrainte ne court que dans un sens : vers le bas. La loi lie les gouvernés et le fonctionnaire subalterne ; le législateur souverain reste, de par sa conception, son propre juge.

Note sur les sources

Sources primaires, toutes deux récupérées et lues en direct le 2026-11-19 : (D) Bureau d'information du Conseil des affaires d'État, 《中国的民主》 (*China: Democracy That Works*), 2021-12-04, préface et §§三（五）、四（五） — https://bb.china-embassy.gov.cn/chn/xwdt/202112/t20211207_10463217.htm ; (L) 《中华人民共和国宪法》, amendée le 2018-03-11, articles 1, 3, 5, 62, 67, 79, 87 — https://www.cac.gov.cn/2018-03/22/c_1122572643.htm. Toutes les citations chinoises ci-dessus ont été vérifiées mot pour mot par rapport à ces pages récupérées ; les traductions en anglais sont celles du rédacteur. Aucun document antérieur à 1998 n'est utilisé ; tous les points structurels sont tirés du texte constitutionnel de 2018 et du livre blanc de 2021. La position opposée telle qu'énoncée — l'équation « 依法治国 = 权力受法律约束 » — est une inférence reconstruite à partir du langage des sources, et non une phrase officielle verbatim ; l'affirmation de cet essai est donc restreinte à ce que D et L déclarent réellement, tel que cité. Aucun fait au-delà de D et L n'est affirmé ; l'application anticorruption décrite est rapportée comme le propre récit du livre blanc, et non vérifiée indépendamment.

© 2026 Free China Movement · https://freechina.live · contact@freechina.live